

ÉDITO Par Dorian de Meeûs

En terre inconnue

Le scénario du pire l'a finalement emporté. Comme attendu. Comme craint surtout. En rejetant l'accord sur le Brexit, ardemment négocié pendant 17 mois entre l'Union européenne et la Première ministre Theresa May, le Parlement britannique précipite le Royaume-Uni dans l'inconnu. Un véritable saut dans le vide. Le "no deal" devient de plus en plus probable. Mais si le pays devait quitter sèchement l'Union le 29 mars, ce serait une crainte économique et géopolitique qui renforcerait une vague d'incertitudes déjà fort menaçante : guerre commerciale, shutdown américain, populismes, dettes publiques...

L'accord défendu par Theresa May est loin d'être parfait, mais compte tenu de la législation européenne et des lignes rouges britanniques, c'est le seul possible. D'autant que l'incroyable incurie du monde politique britannique a démontré son incapacité à accoucher d'un semblant de consensus.

La perspective renforcée du "no deal" réveille les démons du passé. Ainsi, en Irlande du Nord, la paix fragile s'est fragilisée davantage encore ces derniers jours à l'idée du retour d'une frontière physique. Le Parlement britannique s'est braqué face à l'option de conserver le pays – pour une durée indéterminée – dans une union douanière avec l'UE.

Le vote de ce mardi soir ne présage absolument rien de rassurant, même pour les défenseurs d'une sortie de l'Union coûte que coûte. Et les plus optimistes qui tablent sur un improbable nouveau référendum semblent céder à la naïveté. La puissance des "fake news" et l'impact des fausses promesses restent intacts. Sans accord in extremis, le Royaume-Uni perdrait purement et simplement tous les avantages de l'Union. Pour les Britanniques, qui ont aussi massivement recours aux importations/exportations avec le marché commun, le retour des droits de douanes se traduira par une facture salée. Les transporteurs routiers sont catastrophés. Cette inflation inévitable sera aggravée par l'effondrement attendu de la livre sterling et du PIB, ainsi que par une hausse du chômage. Et si le Royaume-Uni devait manquer de matières premières suite à ce divorce brutal, le chaos serait-il encore évitable?